

« S'opposer localement à un data center revient à refuser la fuite en avant collective de l'IA, de tous ses impacts sur nos vies »

Tribune publiée le 20.10.2026 [en ligne](#) **Le Monde**

Des collectifs de lutte contre des projets de centres de données alertent, dans une tribune au « Monde », sur les dangers imminents en matière de consommation d'eau, d'électricité et d'artificialisation de terres agricoles.

Longtemps cantonnée au domaine de la science-fiction et aux geeks, l'intelligence artificielle (IA) a surgi dans nos vies privées et professionnelles avec une telle fulgurance que nous aurions pu en rester collectivement sidérés. Elle fait partie de ces avancées technologiques qu'on se risque difficilement à questionner, de peur d'être accusé de ne pas vivre avec son temps. Elle s'affiche comme la nouvelle promesse de modernité, celle qui fait tourner la tête aux élus désireux d'attirer des investissements – au niveau national comme local.

Pas une semaine ne se passe sans qu'on entende parler d'un nouveau projet de data center lié à l'IA dans telle ou telle région. Le sommet Choose France du 1^{er} juin a offert au président de la République, Emmanuel Macron, l'occasion de briller dans cette absurde course aux gigawatts. Avec des centaines de milliards d'investissements promis dans l'IA, il peut s'enorgueillir de ses efforts pour convaincre le géant japonais de la tech SoftBank [d'engager 45 milliards d'euros dans les Hauts-de-France](#) pour la construction de centres de données.

Ce record est à mettre en perspective avec tous les autres battus au cours de l'été. Alors que la sécheresse et les canicules à répétition ont provoqué [la mise à l'arrêt d'une partie du parc nucléaire français](#), un rapport parlementaire paru en juillet montre que les projets de data centers devraient engloutir presque un quart de la production électrique des centrales actuelles du pays.

L'accélérationnisme devient un but à atteindre : des IA toujours plus rapides, au point que plus personne n'est capable de les suivre, de les comprendre ni de les contrôler. Les projets de data centers sont menés à marche forcée, ils bénéficient de dérogations juridiques exceptionnelles et prennent de court les élus locaux et les habitants, les travaux commençant parfois même avant toute consultation publique. Face à ce rouleau compresseur, certains tentent de tirer la sonnette d'alarme : dans la création artistique, l'enseignement, le domaine des libertés publiques, le monde de l'information et des médias, l'agriculture, le domaine militaire... Mais ces voix n'atteignent pas les décideurs politiques et économiques.

Pourtant, les impacts sont colossaux : destruction d'emplois en Europe, extractivisme criminel dans les pays « riches » en ressources minières comme la République démocratique du Congo, unités de fabrication démesurées en Chine, « usines à clic » au Kenya ou à Madagascar... et data centers partout, y compris en France. Aux États-Unis, où la colère liée aux centres de données nourrit un mouvement de contestation inédit, la matérialité du numérique donne soudainement corps à la capacité collective à poser la question du besoin et à exiger un débat qu'on nous a confisqué.

Imminence du danger

A Marseille, Romans-sur-Isère (Drôme), Châteauroux, Mulhouse, Lille, Douai (Nord), Grenoble, Bordeaux, en Île-de-France... des collectifs se mobilisent, lancent des recours administratifs, contactent les élus locaux et tentent d'interpeller la population sur l'impact des data centers près

de chez elle et, plus largement, sur le déploiement inconsidéré de l'IA. Aujourd'hui, des luttes s'organisent pour enrayer la machine sur [plus de 25 territoires où des usines de l'IA sont annoncées](#). Ce rejet, au plus près des bassins de vie que ces supercalculateurs pourraient bouleverser, n'est pas un rejet vers l'ailleurs, où irait se concentrer la pollution. C'est au contraire l'échelle à laquelle on peut avoir prise sur un débat souvent perçu comme lointain et diffus, voire inexistant. L'imminence du danger en matière de consommation d'eau et d'électricité, d'îlots de chaleur, d'artificialisation de terres agricoles n'est plus contrebalancée par les fausses promesses sur la création d'emplois. Ainsi se fissure le consensus, voire l'unanimité béate, face au déploiement de l'IA.

Les personnes mobilisées pour défendre leur territoire et leur qualité de vie prennent aussi conscience de la tartufferie monumentale qui entoure le débat sur la « souveraineté numérique ». Au nom de cette souveraineté, la France devient le terrain de jeu idéal pour Mistral, Microsoft, Google, Nvidia et autres multinationales, sans capacité de contrôle sur les activités internes des data centers, dans un contexte de forte ingérence du droit américain.

Les collectifs locaux l'ont bien compris : comme pour l'extractivisme minier ou l'exploitation pétrolière, un projet lancé en France ne vient pas remplacer ceux envisagés ailleurs, mais s'y ajouter. En outre, l'imbrication des filières de production des technologies hébergées dans ces centres de calcul rend illusoire l'idée d'un data center « made in France » et l'internationalisation des relations commerciales annihile toute velléité de contrôler la « nationalité » des clients de ces industries. Dès lors, lutter contre un projet « chez soi » s'inscrit dans un combat plus large : rejeter la fuite en avant collective de l'IA, de tous ses impacts sur nos vies et sur celles des victimes invisibles de cette technologie.

Les collectifs qui s'opposent aux projets de data centers partout en France l'affirment : les refuser sur nos territoires est un moyen d'action et de prise de conscience collective, pour susciter enfin un débat qu'on nous confisque. Ils se battent pied à pied pour mieux alerter nos concitoyens sur l'ensemble des périls que l'IA fait peser sur nos vies, ici comme à l'autre bout du monde. Il faut d'urgence un moratoire sur les projets de data centers et un débat démocratique sur le sujet. Il est également essentiel de renforcer, partout, les dynamiques locales de lutte indispensables pour mettre un coup d'arrêt à cet emballement.

Collectifs signataires :

« S'opposer localement à un data center revient à refuser la fuite en avant collective de l'IA, de tous ses impacts sur nos vies »

- **StopDC.Tigery**, Tigery - Sénart (91), StopDC.Tigery@proton.me
- **Collectif contre le datacenter du Bourget**, Le Bourget (93), nonaudatacenterdubourget@gmail.com
- Collectif " **Ozans dire Non !** ", Châteauroux, Indre (36), contact@ozansdirenon.fr
- **Collectif Stop DataOne**, Grenoble/Eybens (38), stop-dataone@proton.me
- Collectif **77 Stop Campus IA** Fouju (77), Collectif77StopCampusIA@proton.me
- Collectif Noyelles Sous Bellonne **ANTI DC** (62), stopdatacenter62@proton.me
- Collectif **Assez DataCenter** Rovaltain (26), soulevementromans@proton.me
- Collectif **Non au datacenter de Rantigny** (60), nonaudatacenterderantigny@proton.me
- **Le Nuage était sous nos pieds** (13) lenuageetaissousnospieds@riseup.net
- Collectif **Non au data center Les Pennes Mirabeau** Saint Victoret (13)

